

BIENVENUE A LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE VERSAILLES



REGISTRE PUBLIC D'ACCESSIBILITE

Madame, Monsieur,

Notre établissement est conforme aux exigences de la réglementation d'accessibilité d'un établissement recevant du public :

- Les locaux accessibles au public ont été aménagés et sont équipés pour répondre aux besoins.



- Le personnel de la juridiction est à votre écoute et peut, sur simple demande, vous apporter l'assistance ou mettre à votre disposition l'équipement dont vous auriez besoin. N'hésitez pas à nous solliciter.

Ce registre est à votre disposition pour consultation



Accessibilité de l'établissement



Bienvenue à la cour administrative d'appel de VERSAILLES

◦ Le bâtiment et tous les services proposés sont accessibles.

OUI

◦ Le personnel vous informe de l'accessibilité du bâtiment et des services.

OUI



Formation du personnel d'accueil aux différentes situations de handicap

→ Le personnel est sensibilisé.

OUI

C'est-à-dire que le personnel est informé de la nécessité d'adapter son accueil aux différentes personnes en situation de handicap.

→ Le personnel est formé.

C'est-à-dire que le personnel a suivi une formation pour un accueil des différentes personnes en situation de handicap.

→ Le personnel sera formé.

NON



Matériel adapté

→ Le matériel est entretenu et réparé

OUI

→ Le personnel connaît le matériel

OUI



Contact : Courriel: greffe.caa-versailles@juradm.fr – Téléphone : 01 30 84 47 00



Consultation du registre public d'accessibilité :



à l'accueil **OUI**



sur le site internet **OUI**

N° SIRET : 17780704700010

Adresse : 2 esplanade Grand Siècle- BP 90476- 78004 VERSAILLES cedex



EQUIPEMENTS DE COMPENSATION PRESENTS DANS LE BATIMENT

Cour administrative d'appel de Versailles :

1) Balise sonore de repérage

Destinée aux non-voyants, elle est activable par télécommande normalisée et se situe à l'entrée de l'établissement au 2, Esplanade Grand Siècle. Elle dispose de trois plages successives de renseignements.

2) Interphone : oui

Notre juridiction dispose d'un interphone situé à l'entrée de l'établissement desservant le hall d'accueil. Signalez votre présence en pressant le bouton d'appel dès votre arrivée.

3) Monte handicapés : non.

L'accès s'effectue par l'esplanade.

Une rampe d'accès permet aux personnes à mobilité réduite de franchir le perron d'entrée de l'établissement et locaux. Une rampe intérieure dessert les salles d'audience.

4) Boucles magnétiques

L'accueil est équipé d'un amplificateur de boucle magnétique à induction.

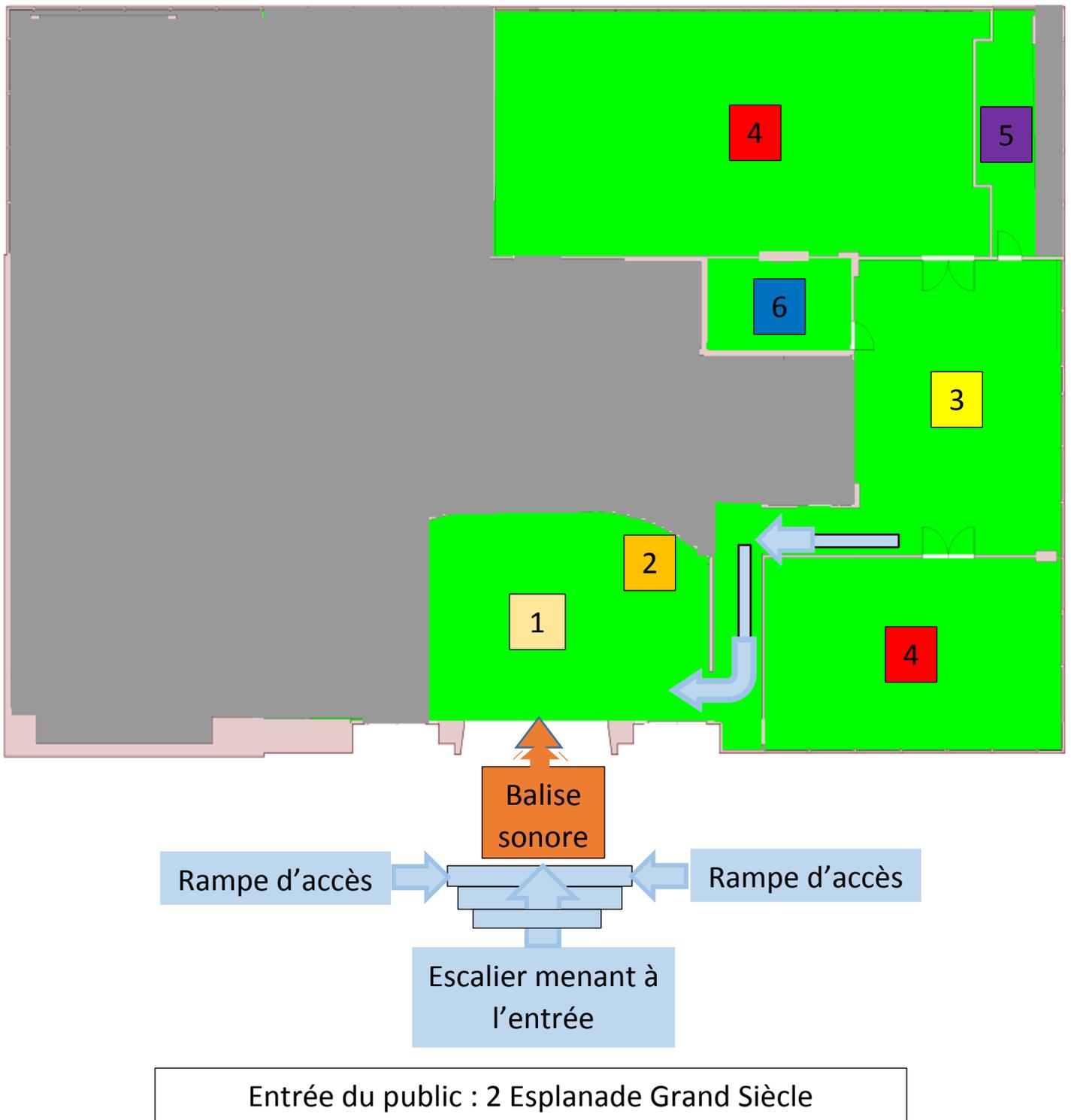
Les salles d'audience disposent d'une boucle magnétique infrarouge.

Assurez-vous à l'accueil de leur mode de fonctionnement. Un système infrarouge nécessite un casque disponible à l'accueil.

La juridiction dispose d'une boucle magnétique à induction portative individuelle, disponible sur demande à l'accueil pour vous permettre de communiquer avec votre interlocuteur (avocat, personne de la juridiction...) dans des pièces non équipées.

5) Rampe amovible de compensation d'une marche : non.

CAA de VERSAILLES Locaux accessibles au public



Légende

- | | | | |
|---|----------------------|---|---|
| 1 | hall d'accueil | 2 | accueil avec boucle magnétique |
| 3 | salle des pas perdus | 4 | salle d'audience avec boucle magnétique |
| 5 | salle des avocats | 6 | sanitaires hommes et dames |



Secrétariat général
Direction de l'équipement

Paris, le 06/07/2015

Déclaration sur l'honneur pour un établissement recevant du public Rendu accessible entre le 1er janvier 2015 et le 27 septembre 2015

Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation (CCH),

Je soussigné, Olivier CANIN, Directeur de l'Equipement au Secrétariat Général du Conseil d'Etat, 1 Place du Palais Royal, 75100 PARIS Cedex 01, déclare sur l'honneur que le Cours Administrative d'appel de Versailles, sis 2 Esplanade du Grand Siècle (780002), Etablissement Recevant du Public de 5^{ème} catégorie, répond à ce jour aux règles d'accessibilité en vigueur au 27 septembre 2015.

La présente déclaration sur l'honneur est établie sur la base du PV de réception des travaux de réaménagement des sanitaires publics en date du 08 décembre 2014 et du rapport de fin de travaux produit par la société EO GUIDAGE qui sont joints au dossier.

Cette conformité à la réglementation accessibilité prend en compte (cocher le cas échéant) :

- le recours à une ou plusieurs dérogations, obtenue(s) en application de l'article R.111-19-10 du code de la construction et de l'habitation (cf. arrêté préfectoral accordant la ou les dérogations ci-joint) et, en cas de dérogation accordée à un établissement recevant du public remplissant une mission de service public, la mise en place de mesures de substitution permettant d'assurer la continuité du service public ;
- l'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5^{ème} catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré et, le cas échéant, la délivrance de certaines de ces prestations par des mesures de substitution.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

Pour le Conseil d'Etat
Par délégation de la Secrétaire Générale
Le Directeur de l'équipement

Olivier CANIN



Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.